

COVID-19 / FAQ

(Mise à jour au 01/12/2020)

Classement thématique des questions

- 1- **Covid-19 : de quoi parle-t-on ?** (Physiopathologie et tests diagnostics)
- 2- Conduite à tenir devant la survenue d'un cas de Covid-19 **symptomatique** en entreprise
- 3- Conduite à tenir devant un salarié **testé positif (RT-PCR)** à la Covid-19
- 4- Qu'est-ce qu'un sujet **contact « étroit »** ?
- 5- Les clusters
- 6- Qui sont les sujets **vulnérables** ?
- 7- Quelles sont les procédures de **prévention individuelle et collective et de nettoyage des locaux** si un salarié a été testé positif ou s'il a été symptomatique dans l'entreprise ?
- 8- Autres questions

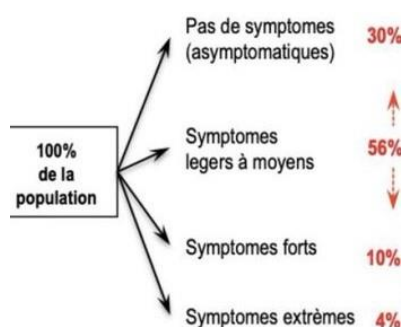
1- Covid-19 : de quoi parle-t-on ? (Physiopathologie et Tests diagnostics)

La maladie à coronavirus 2019 (Covid-19) est une maladie infectieuse due à un coronavirus. Les coronavirus constituent une famille de virus dont certains infectent les humains et entraînent en général des symptômes bénins (rhume). Depuis 20 ans, de nouveaux coronavirus (émergents), habituellement hébergés par des animaux (réservoirs) et transmis à l'homme (anthropozoonoses), ont été responsables d'épidémies mortelles.

Le coronavirus de la Covid-19, le **SARS-CoV-2**, est un virus schématiquement **composé** d'une enveloppe et d'un matériel génétique (ARN). La destruction de l'enveloppe (par du savon ou une solution alcoolique) entraîne la destruction du virus (son ARN n'est pas contagieux par lui-même).

Le SARS-CoV-2 **se transmet** de manière interhumaine. Soit par **voie aérienne directe** lors de la projection de salive ou lors d'inhalation de particule virale en suspension dans l'air (aérosol), soit par **voie indirecte ou manu-portée**, c'est-à-dire par l'intermédiaire des mains souillées par le virus et portées à la bouche, au nez ou aux yeux.

Le SARS-CoV-2 est responsable d'une maladie aux **symptômes variés**. Les sujets infectés peuvent rester asymptomatiques, développer peu de symptômes (pauci-symptomatiques) ou présenter des symptômes (plus ou moins) évocateurs.



Les symptômes retrouvés au cours de la Covid-19 sont les suivants :

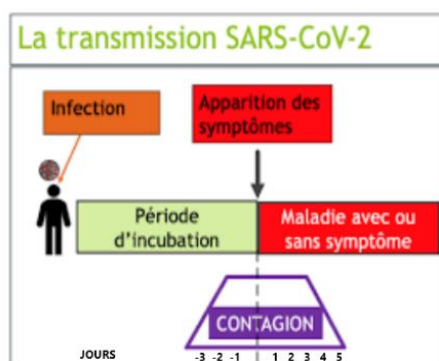
- *Symptômes les plus fréquents* : fièvre (> 38°), toux sèche, fatigue.
- *Symptômes moins fréquents* : courbatures, maux de gorge, congestion nasale, diarrhée/vomissements, conjonctivite, maux de tête, perte de l'odorat ou du goût (anosmie, agueusie), éruption cutanée, décoloration des doigts ou des orteils.
- *Symptômes graves* : essoufflement ou difficultés à respirer (dyspnée), sensation d'oppression ou douleur au niveau de la poitrine, perte d'élocution ou de motricité.

Les personnes les plus à risque de décéder à la suite des complications sont :

- Les personnes ayant un système immunitaire affaibli (personnes cancéreuses ou sous traitement anti-cancéreux, SIDA répondant mal aux traitements, etc.)
- Les personnes atteintes de maladies chroniques telles que le diabète, les maladies cardiaques, pulmonaires et rénales.
- Les personnes âgées de 70 ans et plus

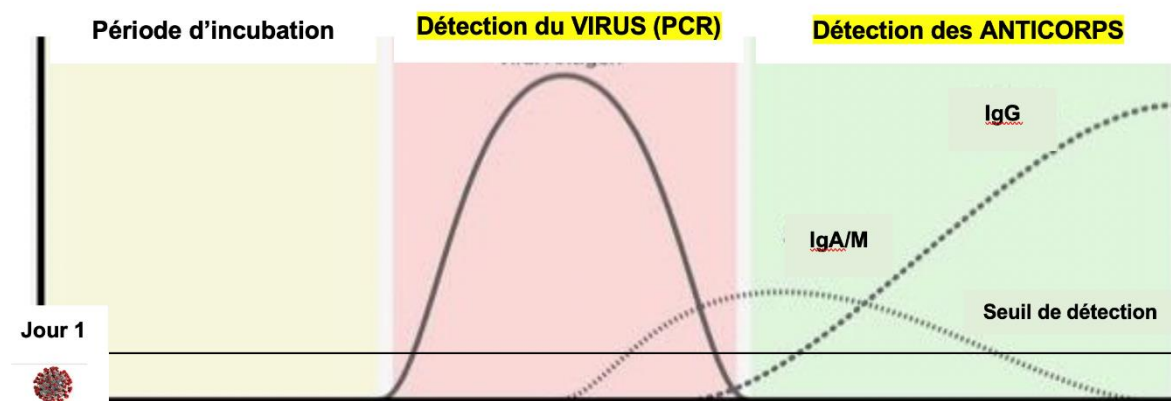
L'évolution de la maladie à SARS-CoV-2 suit un schéma particulier :

- Il existe initialement une période de montée de la charge virale (phase d'incubation) qui dure en moyenne **5 jours**. Les personnes contaminées ne sont pas contagieuses sauf dans les **2 (ou 3) derniers jours** de cette phase.
- Puis les symptômes apparaissent (mais le sujet peut être peu ou pas symptomatique). La maladie se développe alors en fonction des individus (symptômes faibles ou forts), avec une durée variable. En général (85% des cas), les personnes malades sont alors contagieuses pendant une durée d'environ **1 semaine (5 jours)** en moyenne).
- Après cette seconde phase le risque de contagion diminue très fortement (d'où la réduction récente de la durée d'isolement de 14 à 7 jours). C'est pendant cette période contagieuse que l'on aura le plus de possibilité de retrouver un test virologique (RT-PCR) positif.



Les tests : virologiques (RT-PCR) / sérologiques.

Les tests de dépistages sont institués en fonction de la cinétique du SARS-CoV-2. Au cours de la maladie à coronavirus, les sujets contaminés vont passer par différentes phases en fonction de l'évolution de la charge virale et de l'apparition de l'immunité acquise contre l'agent viral (anticorps IgM et IgG).



- **Test virologique RT-PCR, par prélèvement nasopharyngé :**
 - o C'est un test « ramassage » du virus par écouvillonnage des fosses nasales. Les particules ainsi obtenues subissent ensuite une amplification technique de leur matériel génétique (ARN) qui indique si, **au moment du prélèvement**, une personne est infectée par le virus. Cette personne malade peut avoir ou non des symptômes.
 - o Ce test est en général positif **en fin de période d'incubation et 5-7 jours en moyenne après l'apparition des symptômes**.
 - o La technique d'écouvillonnage est fiable (70-90%) si l'écouvillon est introduit suffisamment profondément et si le malade n'est pas testé trop tôt dans la phase d'incubation ou tout à la fin de la maladie quand la quantité de virus peut ne pas être suffisante pour qu'il soit détecté.
 - o Le résultat du test est techniquement possible en « 24h » par le laboratoire, mais actuellement peut nécessiter 5 jours ou plus en raison du nombre très important de personnes se faisant tester, sans priorisation réelle. Depuis le Conseil de Défense du 11/09/2020, une priorisation des tests RT-PCR a été instituée pour les sujets symptomatiques (prescription médicale) et les sujets fortement suspects (contacts « étroits »).

- **Nouveaux tests virologiques (RT-PCR approuvés par la HAS (Haute Autorité de Santé))**
 - o **Test oropharyngé.** Il permet la recherche virologique au niveau de la gorge (cavum) par écouvillonnage et est réservé aux **personnes asymptomatiques** chez qui le RT-PCR naso-pharyngé est difficile ou contre-indiqué (jeunes

enfants, patients très âgés, patients ayant des troubles psychiatriques, personne ayant une déviation nasale, etc.). La performance de ce test est acceptable (HAS). Un avis favorable a été émis par la HAS pour son remboursement.

- **Prélèvement salivaire** (aseptique). Il se pratique à différents niveaux des muqueuses ou de la peau, quel qu'en soit le nombre, pour un examen dans le cadre de la détection du génome (ARN) du SARS-CoV-2 par RT PCR. Le prélèvement salivaire est pris en charge dans le diagnostic des **patients symptomatiques non hospitalisés jusqu'à 7 jours après apparition des symptômes**, en orientant de préférence les patients lorsque le prélèvement nasopharyngé est difficilement ou pas réalisable. Il est officiellement pris en charge par l'assurance maladie.

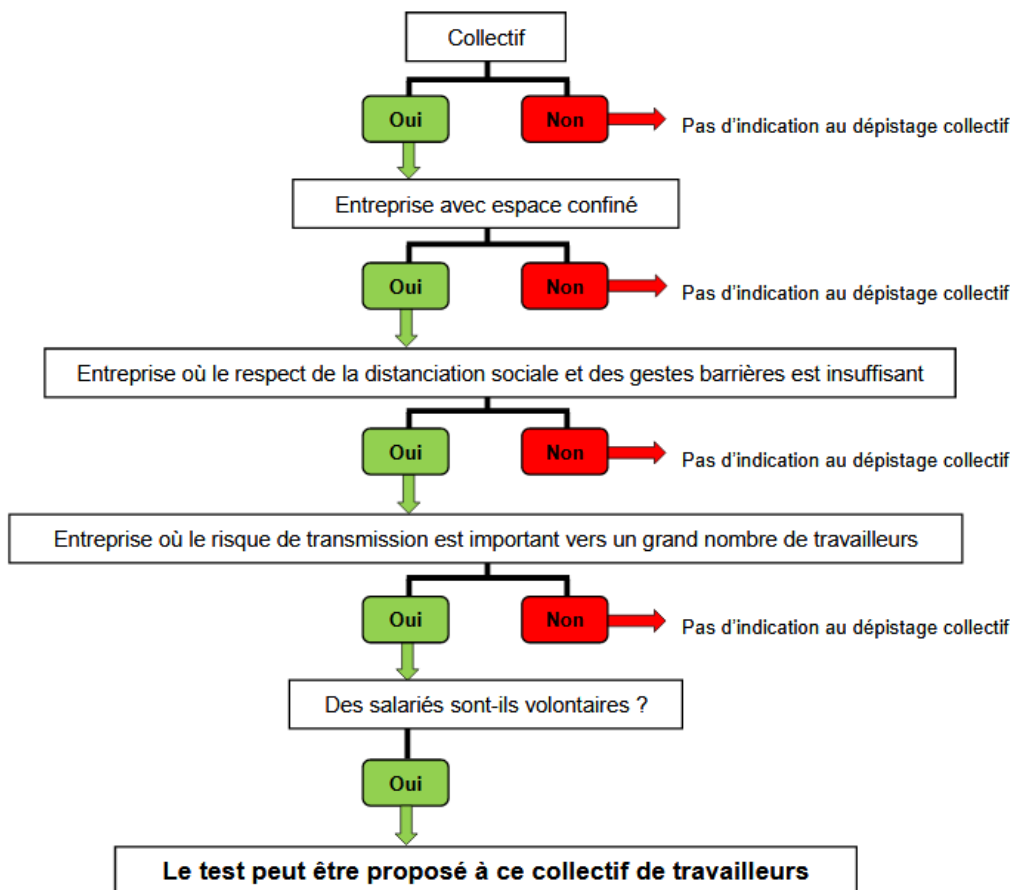
- **Test sérologique, par prélèvement sanguin :**

- Il détecte des anticorps (IgG, IgM) produits par une personne infectée pour lutter contre un agent viral.
- L'apparition des anticorps étant plus tardive dans l'évolution de la Covid-19, le test sérologique est un test ne permettant qu'un **diagnostic rétrospectif**. Autrement dit, il n'est pas utile (en général) au diagnostic pendant la phase critique de la maladie où le test de référence est le RT-PCR.
- Quand il est positif, le test indique l'acquisition d'une immunité vis-à-vis du virus et permet d'affirmer qu'une personne a été contaminée par le SARS-CoV-2, même si elle n'a pas développé de symptômes.
- L'immunité acquise après une infection par le SARS-CoV-2 n'est pas encore bien connue (efficacité, stabilité dans le temps, etc.)

- **Tests antigéniques :**

- La HAS et le Ministère de la Santé et des Solidarités sont favorables au déploiement de ces tests et à leur remboursement dans le diagnostic de la Covid-19.
- Ces tests sont réservés **prioritairement aux personnes symptomatiques dont le délai d'apparition des symptômes est ≤ 4 jours.**
 - Si le résultat est négatif, chez des personnes présentant un facteur de risque de forme grave de la Covid-19 (65 ans et plus et/ou avec un critère de vulnérabilité à la Covid-19, Cf. page13) : il conviendra de consulter un médecin et de faire une RT-PCR de confirmation.
- Ils peuvent aussi être utilisés pour une orientation diagnostic des personnes **asymptomatiques à l'exclusion des personnes cas-contacts ou des personnes détectées au sein d'un cluster.**

DEMANDE PAR UNE ENTREPRISE DE DÉPISTAGE COLLECTIF POUR DES PERSONNES SANS SYMPTÔMES QUI NE SONT PAS DES PERSONNES CONTACTS : ARBRE DÉCISIONNEL POUR AIDER À LA RÉPONSE



Source Présance

○ Résultats :

- Positif : isolement, prise en charge par le médecin traitant et contact-tracing, Masques chirurgicaux gratuits, si prescrits.
- **Négatif** : rappel de l'importance des gestes barrières et de se faire tester en cas d'apparition de symptômes, **car on ne peut exclure totalement une contamination, compte tenu du risque de faux négatif** (faible quantité de virus non encore détectable mais contaminant)

- Ces tests doivent être réalisés à partir d'un **prélèvement nasopharyngé** (les **prélèvements salivaires et oropharyngés sont exclus** pour le moment, dans l'attente des résultats d'évaluation).
- Les tests virologiques antigéniques recherchent une **protéine présente dans le virus SARS-CoV-2**, à la différence des tests virologiques RT-PCR qui recherchent le matériel génétique du virus (ARN).
- Par rapport aux tests RT-PCR, cette technique d'analyse est plus rapide et ne nécessite en général pas d'équipement spécifique ; les résultats sont obtenus **dans les 15-30 minutes**. Selon la HAS, l'avantage de la rapidité compense la moindre sensibilité des tests antigéniques par rapport aux tests RT-PCR, "car

cette perte de sensibilité peut être compensée par l'impact sur les délais et donc sur la circulation du virus au sein de la population".

- Pour garantir un niveau de fiabilité suffisant, la HAS définit des seuils minimaux de performance :
 - une **sensibilité clinique supérieure ou égale à 80 %** pour limiter le nombre de faux négatifs ;
 - une **spécificité clinique supérieure ou égale à 99 %** pour s'assurer que les cas positifs sont bien des cas de COVID-19 et pas d'autres virus respiratoires saisonniers.
- Les employeurs peuvent, dans le respect des conditions réglementaires, proposer à leurs salariés **volontaires**, des tests rapides antigéniques. Ces actions de dépistage doivent être intégralement **financées par l'employeur** et réalisées dans des conditions garantissant la bonne exécution de ces tests et la stricte **préservation du secret médical**.
Aucun résultat ne peut être communiqué à l'employeur ou à ses préposés.
- **La liste des tests rapides autorisés** (marquage CE) **et leurs conditions d'utilisation** ont été rendus disponibles par les autorités de santé : [Ministère des Solidarités et de la Santé - Page plateforme TESTS COVID-19 - Guider votre choix parmi les 245 tests Covid-19 du marché](#)

2- Conduite à tenir devant la survenue d'un cas de Covid-19 symptomatique en entreprise

Que faire si l'un de vos salariés est symptomatique ?

Il convient d'appliquer la procédure déjà mise en place par votre entreprise, en lien avec votre service de santé au travail. (Cf. Protocole de prise en charge d'un salarié symptomatique ou testé positif au test virologique, édité par le CMB).

Prise en charge **sans délai** du salarié qui doit être immédiatement **isolé**, dans une pièce dédiée et aérée si possible, le temps d'organiser son retour à domicile. Le salarié doit porter un **masque chirurgical** et l'on doit respecter la **distanciation physique d'au moins 1 mètre avec lui**.

S'il ne présente pas de signe de gravité, organiser son retour au domicile, en évitant les transports en commun, et lui demander de se **rapprocher sans délai de son médecin traitant** et de son médecin de santé au travail.

En cas d'aggravation des symptômes (difficultés à respirer) appeler le **15** (ou le 114 pour les personnes sourdes ou malentendantes).

Les salariés qui ont été en contact « étroit » avec le salarié testé Covid positif (« sujets contacts »), y compris ceux ayant été en contact « étroit » **pendant les 48h (72h) précédant** l'apparition des symptômes du salarié testé positif, doivent être informés d'une possibilité de contamination.

Un salarié présente des symptômes : doit-il se faire tester ?

Oui. Un salarié symptomatique doit se faire tester **immédiatement**, car cela permet en cas de positivité du test RT-PCR (prélèvement par voie nasale) de casser la chaîne de transmission du virus.

Déclaration à faire sur l'application « **TousAntiCovid** ».

Un salarié présentant des symptômes doit-il rester isolé chez lui ?

Oui. Le salarié malade devra respecter l'**isolement** (en restant à son domicile, si possible dans une pièce séparée) et le médecin généraliste ou l'assurance maladie rechercheront **les sujets contacts** afin de les faire tester.

La durée d'isolement peut varier en fonction de l'évolution de la maladie ; il doit durer au moins 7 jours et s'arrêter après la disparition des derniers symptômes au plus tôt 48 heures après la disparition de la fièvre.

Le port du **masque chirurgical** est nécessaire pendant l'isolement et durant les 7 jours suivant.

Il sera nécessaire de lister les contacts « étroits » à dater de 48h (72h) avant l'apparition des symptômes du sujet malade (*contact-tracing*).

3- Conduite à tenir devant un salarié testé positif à la Covid-19

Que faire si l'un de vos salariés vous informe qu'il a été testé positif au test virologique (RT-PCR) ?

Il convient d'appliquer la procédure déjà mise en place par votre entreprise, en lien avec votre service de santé au travail. (Cf. Protocole de prise en charge d'un salarié symptomatique ou testé positif au test virologique, édité par le CMB). L'entreprise doit organiser le retour du salarié à son domicile, en évitant les transports en commun.

Un salarié asymptomatique a été testé positif : combien de temps doit-il rester chez lui ?

Le salarié asymptomatique sera en isolement **7 jours pleins** à partir du jour du prélèvement positif.

En cas de survenue de symptômes, la période d'isolement devra être rallongée de 7 jours à partir de la date d'apparition des symptômes et un avis médical sera requis.

<https://www.ameli.fr/assure/covid-19/isolement-principes-et-regles-respecter/isolement-principes-generaux>

https://solidarites-sante.gouv.fr/IMG/pdf/affiche_quel_comportement_adopter_-_isolement_test_que_faire.pdf

4- Qu'est-ce qu'un sujet contact « étroit » ?

Sujet contact « rapproché ou étroit »

Un sujet contact « rapproché ou étroit » **est une personne qui, en l'absence de mesures efficaces de protection** (masque ou écran de protection le séparant du cas) pendant toute la durée du contact a :

- partagé un espace confiné (bureau ou **salle de réunion**, véhicule, **coactivité rapprochée**, etc.) **pendant au moins 15 minutes** avec un sujet, ou est resté en face à face avec un sujet durant plusieurs épisodes de toux ou d'éternuement ;
- eu un contact **direct** avec un sujet testé positif, en face à face, **à moins d'1 mètre**, quelle que soit la durée (exemple conversation, repas, flirt, accolades, embrassades). En revanche, des personnes croisées dans l'espace public de manière fugace ne sont pas considérées comme des sujets contacts à risque ;
- partagé le même lieu de vie que le cas confirmé ou probable.

Doit-on mettre en isolement tous les salariés qui ont côtoyé un salarié malade du Covid-19 ?

Non. Seuls les salariés qui ont eu un **contact « rapproché ou étroit »** avec le salarié malade seront isolés.

Quelles sont les modalités d'éviction pour les sujets contacts « étroits » ?

L'isolement sera au moins de **7 jours à dater du contact suspect** et maintenu jusqu'au résultat du test.

⇒ Si le sujet contact « étroit » vit sous **le même toit** que la personne contaminée, un test RT-PCR est pratiqué **immédiatement** :

- Si le RT-PCR est positif et a fortiori s'il présente des symptômes, un avis médical sera requis.
- Si le RT-PCR est négatif, il devra rester en isolement jusqu'à **la guérison du malade** et encore 7 jours pleins ensuite.
Il refera un test, 7 jours après la guérison du malade. S'il est à nouveau négatif et qu'il n'a pas de symptômes, l'isolement sera levé.

⇒ Si le sujet contact « étroit » **ne vit pas avec la personne contaminée**, ou qu'il est asymptomatique, un test RT-PCR sera pratiqué **7 jours** après le contact suspect.

- Si le résultat du test est négatif, **l'isolement est levé**.
- Si le résultat du test est positif, le sujet reste encore 7 jours en isolement.

https://solidarites-sante.gouv.fr/IMG/pdf/fiche_personne_contact.pdf

Les personnes qui se sont trouvées en contact étroit avec un cas confirmé doivent prendre contact avec leur employeur pour envisager avec lui les modalités de télétravail qui pourraient, le cas échéant, être mises en place.

Si le télétravail n'est pas possible, et que le sujet contact « étroit » **a été prévenu par l'assurance maladie**, il pourra obtenir un arrêt de travail dérogatoire, sans jour de carence (via le site declare.ameli.fr).

Sinon, leur médecin traitant pourra prescrire un arrêt de travail s'il l'estime nécessaire :

- Si le médecin établit un arrêt de travail *en ligne*, il remet à l'assuré le volet 3 et l'assuré l'adresse à son employeur
- Dans le cas où le médecin établit un arrêt de travail *papier*, il remet à l'assuré l'ensemble des volets et ce dernier envoie les volets 1 et 2 de son avis d'arrêt de travail à sa caisse d'assurance maladie, et le volet 3 à son employeur
- Cette procédure peut être réalisée par voie de *téléconsultation*, auquel cas le médecin adresse le volet 3 (employeur) à l'assuré (par mail ou courrier) afin que celui-ci puisse le communiquer à son employeur

https://solidarites-sante.gouv.fr/IMG/pdf/infog_gp_-_contact_a_risque.pdf

<https://www.ameli.fr/assure/covid-19/isolement-principes-et-regles-respecter/isolement-principes-generaux>

Qu'est-ce qu'un contact « à risque négligeable » ?

Par opposition aux cas contacts étroits, les sujets contacts « à risque négligeable » sont toutes les autres situations, c'est-à-dire tous les contacts qui ne sont pas des contacts « étroits ». Les contacts du deuxième degré (« sujets contacts de sujets contacts ») sont donc des contacts « à risque négligeable ».

Ils surveilleront l'apparition éventuelle de symptômes et appliqueront les mesures barrière.

En l'absence de symptômes, ils ne requièrent ni test, ni isolement, tant que le contact « rapproché ou étroit » du cas initial ne présente pas de symptôme ou n'est pas testé positif.

5- Les clusters

Qu'appelle-t-on un cluster ?

Un cluster est défini par l'identification d'au moins 3 cas probables (signes cliniques et images typiques au scanner) ou confirmés (biologiquement) dans **une même unité géographique** (une entreprise par exemple), au cours d'une période de 7 jours.

Une chaîne de transmission est définie par l'identification d'**au moins 3 personnes malades à la suite l'une de l'autre** dont l'une **au moins est un cas confirmé**. La chronologie de leurs contacts doit être cohérente avec une transmission du virus (1 => 2 ou 1=> 1=> 1) entre elles dans un délai entre 2 cas de 4 à 7 jours.

Dans le cas de la pandémie de Covid-19, les autorités sanitaires emploient le terme (ou « cas groupés ») lors de la survenue d'**au moins 3 cas confirmés ou probables**, dans une période de 7 jours et qui appartiennent à une **même communauté ou ont participé à un même rassemblement** de personnes, qu'ils se connaissent ou non.

https://solidarites-sante.gouv.fr/IMG/pdf/guide_methodologique_cas_groupes_27_juin_f.pdf

Un cluster est suspecté dans l'entreprise : que se passe-t-il ?

L'origine des signalements de suspicion de **cas groupés** (cluster) ou d'une chaîne de transmission reçus à l'ARS est analysée selon les procédures mises en place au sein des plateformes de veille et gestion sanitaire des ARS (réception – validation – évaluation de la menace). *MINSANTE N°99 modifié 2 09/05/2020.*

Les signalements ont principalement pour origine :

- Les particuliers (cas, contacts, autres)
- Les professionnels de santé
- Les institutions (mairie, communauté, **établissement, associations, entreprises** par le référent COVID-19 ou non, etc.)

Séquence de réception et traitement des signalements de cas groupés de COVID-19 :

- 1 Réception par l'ARS d'un signalement/détection d'un cas groupé →
- 2 Enregistrement du signal et validation par l'ARS →
- 3 Réunion flash de l'ARS et de Santé Publique France →
 - a. Classement du cluster selon le type de lieu, les critères de gravités (nb de cas, nb d'hospitalisés, nb de décès), potentiel d'extension, etc.
 - b. Estimation des moyens nécessaires et du niveau d'investigation à mener
 - c. Désignation d'un coordonnateur
 - d. Constitution d'une équipe d'investigation et de suivi
- 4 Information de la Préfecture et premières mesures de contrôle →
- 5 Investigation : collecte des données nécessaires pour l'analyse et le suivi (questionnaires et tests) →
- 6 Evaluation des mesures de contrôle et adaptation si nécessaire →
- 7 Fin de suivi.

En pratique, le référent COVID-19 (ou l'employeur) signale à l'ARS l'existence d'un cas groupé (cluster). L'ARS investiguera et adaptera les mesures en fonction de son analyse du cas groupé.

La survenue d'un cluster, en fonction de ses caractéristiques, peut entraîner la cessation temporaire de l'activité de l'entreprise, l'isolement de tous les salariés (télétravail éventuel), avec suivi médical et/ou tests de tous les salariés.

L'ARS doit être informée de toute apparition de « cluster » dans une collectivité (3 cas de Covid19 au moins, sur une période de 7 jours, avec une unité géographique) ; l'ARS IDF est informée par la collecte, au niveau de sa plate-forme, des données sanitaires issues des médecins, laboratoires ou tiers.

Veillez informer sans délai l'ARS IDF :

E-mail : ars75-alerte@ars.sante.fr

Tél : 0 800 811 411

Fax : 01 44 02 06 76

Tout signalement urgent doit faire l'objet d'un appel téléphonique.

Pour les collectivités extra-franciliennes, l'alerte est donnée aux ARS régionales.

6- Qui sont les sujets vulnérables ?

Les sujets vulnérables

Le **décret 2020-1364 du 10 novembre 2020** fixe une nouvelle liste de critères permettant de définir **les personnes vulnérables présentant un risque de développer une forme grave d'infection au virus SARS-CoV-2** :

- Agées de **65 ans et plus**
- **Obésité** (indice de masse corporelle : $IMC > 30 \text{ kgm}^2$)
- **Diabète** non équilibré ou présentant des complications
- **Pathologies cardiovasculaires** :
 - o Hypertension artérielle compliquée,
 - o ATCD d'accident vasculaire cérébral (AVC)
 - o Coronaropathie ou IDM
 - o Chirurgie cardiaque, Insuffisance cardiaque avancée
- **Pathologies chroniques respiratoires** risquant de décompenser lors d'une infection virale :
 - o BPCO
 - o Asthme sévère,
 - o Fibrose pulmonaire,
 - o Syndrome d'apnées du sommeil (SAS),
 - o Mucoviscidose, ...
- **Insuffisance rénale chronique dialysée**
- **Cancer évolutif sous traitement**, hors hormonothérapie
- **Immunodépression** congénitale ou acquise : chimiothérapie, traitement immunosuppresseur, biothérapie et/ou corticothérapie à dose immunosuppressive, greffe d'organe ou de cellules souches, hémopathie maligne sous traitement, **Infection à VIH non contrôlée** ou avec $CD4 < 200/\text{mm}^3$
- **Cirrhose hépatique avancée**
- **Syndrome drépanocytaire majeur** ou antécédent de splénectomie
- **Troisième trimestre de la grossesse**
- **Maladies neurologiques et neurodégénératives** : du motoneurone (SLA, SLP..), myasthénie grave, SEP, Maladie de Parkinson, Paralyse cérébrale, quadri ou hémiplégie, tumeur maligne primitive cérébrale, maladie cérébelleuse progressive ou **maladie rare**.

Il permet à ces salariés, les plus vulnérables, de bénéficier **du dispositif dérogatoire d'activité partielle, sur prescription de leur médecin traitant, à condition qu'ils ne puissent pas faire de télétravail ni bénéficier de mesures de protection renforcées sur leur lieu de travail** : bureau individuel ou disposant d'écrans de protections, horaires décalés, respect des gestes barrières renforcés, masque chirurgical...

Le médecin traitant pourra établir un **certificat d'isolement** pour les **salariés du privé**, ou un **arrêt de travail** pour les **autres catégories** (artisans-commerçants, professions libérales et de santé, fonctionnaires...)

S'il y a désaccord sur les mesures de protection renforcées mises en place, le salarié devra saisir le médecin du travail, qui se prononcera (en recourant, le cas échéant, à l'équipe

pluridisciplinaire). Le salarié sera placé en activité partielle dans l'attente de l'avis du médecin du travail.

Le décret n° 2020-1098 du 29 août 2020 a mis fin au dispositif de placement en activité partielle des **salariés partageant le domicile d'une personne vulnérable**.

<https://www.service-public.fr/particuliers/actualites/A14443>

Les salariés à risque de forme grave de Covid-19 peuvent-ils revenir sur site ?

Le télétravail est une solution à privilégier pour tous les salariés réputés vulnérables (à risques de formes graves selon le [décret 2020-1364 du 10 novembre 2020](#)) ou vivant au domicile d'une personne dite vulnérable.

Si le télétravail est impossible, l'employeur devra **renforcer les mesures barrières** en fournissant **des masques chirurgicaux** (à changer toutes les 4 heures), en leur attribuant un bureau dédié ou en installant des **écrans de protection**, en mettant à disposition du gel hydro-alcoolique, du savon liquide et des essuie-mains jetables, en aménageant les horaires si besoin...

Les salariés à risque de forme grave de Covid-19 / l'employeur peuvent **solliciter le médecin du travail afin de préparer le retour du salarié au poste de travail** (aménagement du poste de travail).

7- Quelles sont les procédures de prévention individuelle et collective et de nettoyage des locaux, si un salarié a été testé positif ou s'il a été symptomatique dans l'entreprise ?

Procédures de nettoyage des locaux, si un salarié a été testé positif ou s'il a été symptomatique dans l'entreprise ?

Aérer la pièce de façon prolongée, **attendre 3 heures environ** avant de nettoyer les surfaces du poste occupé par le salarié testé positif à la Covid-19.

L'agent d'entretien portera comme d'habitude une blouse à usage unique, des gants de ménage individuels et un masque.

Lavage et désinfection humide des sols préconisés avec un détergent habituel, rinçage puis séchage et terminer par une désinfection à l'eau de javel diluée* (1 litre de Javel à 2,6% + 4 l d'eau froide), avec un nouveau bandeau de lavage à usage unique.

*La désinfection à l'eau de Javel diluée n'est à utiliser qu'en cas de salarié symptomatique ou testé positif à la Covid-19.

Désinfection des sanitaires selon la même procédure.

Les objets et points de contact que le salarié aura pu toucher ainsi que les vestiaires seront désinfectés avec un produit actif sur le virus SARS-CoV-2 et répondant à la **norme EN 14 476**.

En cas de moquette, munir l'aspirateur d'un **filtre HEPA**, retenant les particules fines.

A l'issue, l'agent d'entretien lavera ses gants à l'eau savonneuse, les ôtera puis se lavera les mains.

Afin de ne pas remettre en suspension le virus encore éventuellement présent sur les surfaces, ne pas utiliser de jet d'eau à haute pression et ne pas secouer des chiffons.

Bien aérer (15 mn minimum) après les opérations de nettoyage.

Les déchets seront conservés 24 heures dans un sac plastique fermé, puis réemballés dans un second sac plastique fermé, avant d'être évacués dans la filière classique des ordures ménagères.

Quels salariés et quelles entreprises sont concernés par ces mesures de prévention ?

Toutes les entreprises sont concernées par ces mesures et tous les salariés quel que soit leur statut contractuel.

L'employeur doit informer le salarié de l'existence de l'application « **TousAntiCovid** » et de l'intérêt de son activation pendant les horaires de travail et dans tous lieux confinés.

La climatisation/aération des locaux : peut-on remettre en route la « clim » ?

Oui. La climatisation peut être remise en route sous réserve de certaines précautions, du fait de l'aérosolisation des gouttelettes du virus :

- **Aérer 15 mn toutes les 3 heures et après** le nettoyage des locaux,

- **Le système de climatisation** dispose en général de plusieurs modes de fonctionnement :
 - o Le recyclage de l'air de plusieurs pièces (brassage et mélange d'air) est déconseillé,
 - o Mieux vaut régler la climatisation « **en tout air neuf** » afin de ne pas risquer disperser d'éventuelles particules virales d'une pièce à l'autre. De l'air extérieur neuf rafraichira ainsi, chaque pièce.
- **Limiter le débit de soufflage** de la climatisation (à fortiori si recyclage partiel d'air) et ne pas positionner son bureau à proximité immédiate ou sous l'appareil.
- Des **filtres performants** sur le plan sanitaire seront vérifiés / changés lors de l'entretien régulier de la climatisation.
- La ventilation mécanique (**VMC**), en général présente dans les sanitaires et la cuisine sera aussi maintenue en bon état.
- **Un ventilateur** ne pourrait être utilisé, que dans un bureau individuel, utilisé par un seul salarié (donc l'éteindre avant l'entrée d'un autre salarié).

Le port du masque est-il obligatoire dans les lieux clos ?

Oui. Le port du masque (à minima « **grand public** » de norme **AFNOR S76-001** ou équivalent) est obligatoire dans les lieux clos.

Il doit impérativement être associé aux mesures de protection collectives : distanciation physique, lavage des mains, respect des gestes barrières, nettoyage des surfaces, des sols, des vestiaires, aération des locaux ou apport d'air neuf par le système de ventilation, gestion des flux de personne, etc.

Cependant certaines **adaptations** pourront avoir lieu, pour répondre aux spécificités de certaines activités ou secteurs professionnels, selon le niveau de circulation du virus dans le département de l'entreprise (taux d'incidence classant le département en zone « verte », « orange » ou « rouge ») et selon aussi les moyens de prévention collectifs présents et fonctionnels de l'entreprise, après un dialogue social et une information aux salariés afin qu'ils en comprennent tous les enjeux.

Ces adaptations pourront permettre aux salariés d'ôter leurs masques à **certains moments de la journée**, en organisant de façon ponctuelle des alternatives, mais en aucun cas de s'affranchir du port du masque pendant toute la durée de la journée de travail.

Pour plus de précisions se référer aux **annexes n°3 et n°4 du Protocole National pour assurer la santé et la sécurité des salariés en entreprise, face à l'épidémie de Covid-19 du 31/08/20.**

https://travail-emploi.gouv.fr/IMG/pdf/protocole-national-sante-securite-en-entreprise_31_aout_2020.pdf

Quel type de masque porter ?

Le masque " grand public " en tissu, **de norme AFNOR S76-001** ou équivalent doit être privilégié, lorsque l'activité dans l'entreprise n'impose pas un équipement de protection respiratoire spécifique.

Le masque chirurgical, jetable, doit être utilisé pour les activités de soins et porté systématiquement par les salariés vulnérables, malades ou en isolement.

Le masque inclusif

C'est un masque transparent (en plastique) qui permet à certains salariés présentant un handicap (malentendants), où dans certaines situations professionnelles exigeantes, de pouvoir mieux comprendre son ou ses interlocuteur.ice (s) car il ne masque l'expression du visage.

Il est conforme aux tests réalisés par la DGA, pour un usage non sanitaire, réutilisables 20 fois après lavage-décontamination.

<https://masqueinclusif.com/>

Des mesures exceptionnelles de prise en charge pour les personnes en situation de handicap ont été instaurées.

<https://handicap.gouv.fr/presse/communiqués-de-presse/article/mesures-exceptionnelles-prise-en-charge-masques-inclusifs#:~:text=Personne%20ne%20doit%20renoncer%20%C3%A0,l'emploi%20est%20un%20droit>

Existe-t-il une alternative aux masques ?

Non. La visière intégrale ou la mentonnière (en plastique transparent) ne constituent pas une alternative aux masques.

Que faire si un salarié refuse de porter un masque ?

(réponse issue du Protocole national pour assurer la santé et la sécurité des salariés en entreprise face à l'épidémie – actualisé le 17 septembre)

Dans les établissements privés, l'employeur a une **obligation de sécurité** qui lui impose de prendre les **mesures nécessaires pour assurer la sécurité et protéger la santé des travailleurs**. Pour mettre en œuvre son obligation, il doit s'appuyer sur les principes généraux de prévention énoncés à l'article L .4121-2 du code du travail, ainsi que sur les recommandations du Protocole national publié par le Ministère du travail, dans le contexte de l'épidémie de Covid-19.

L'employeur doit donc prendre les dispositions pour faire appliquer les recommandations du protocole dans son entreprise. Dès lors que le masque constitue un moyen de protection de la santé des travailleurs, l'obligation et les circonstances dans lesquelles les travailleurs sont

tenus de le porter doivent figurer dans le **règlement intérieur de l'entreprise lorsqu'il existe ou dans une note de service.**

Dès lors que l'obligation du port du masque est inscrite au règlement intérieur ou dans une note de service, sa méconnaissance est de nature à justifier **une sanction disciplinaire**, qui doit être proportionnée à la faute ainsi commise.

Il convient de rappeler que si l'employeur peut user, dans les conditions précédemment rappelées, de son pouvoir de sanction, il a également **l'obligation de prendre en charge la fourniture des moyens de protection adaptés aux risques** (L. 4122-2 du code du travail). Cette règle s'applique, dans le cadre de l'épidémie de la Covid-19 à la prise en charge du masque.

Entretien, durée d'utilisation et fourniture des masques

Désormais l'académie de médecine précise que les masques « grand public » en tissu, peuvent être lavés **en machine ou à la main, avec un détergent**. La température de 60°C, pendant 30 mn, n'est plus justifiée.

Les masques en tissu ou à usage unique ne doivent pas être portés plus de 4h consécutives et sont à changer s'ils deviennent humides.

Les masques en tissu peuvent être réutilisés tant que le maillage de leur tissu est en bon état et que leurs brides non distendues permettent de couvrir nez bouche et menton de la façon la plus hermétique possible.

C'est **aux employeurs de fournir la quantité de masques** nécessaires à leurs salariés.

En cas de fourniture de masques lavables, et en application des dispositions du Code du travail, ce sera également à l'employeur de s'assurer de leur entretien. Comme pour les autres EPI, il devrait être possible de verser une indemnité mensuelle destinée à compenser l'entretien de ces masques par chaque salarié.

Quel stock de masques prévoir en entreprise ?

Le gouvernement recommande de se constituer un stock préventif de masques permettant d'assurer **10 semaines**, en cas de résurgence de l'épidémie, tout en se rappelant qu'il ne remplace pas les gestes barrières.

Il ajoute une barrière physique lorsque vous êtes en contact avec d'autres personnes.

https://travail-emploi.gouv.fr/IMG/pdf/masques_recommandation_employeurs_20200723.pdf

8- Autres questions

Le test RT-PCR est toujours positif > 15 jours

La cinétique de la charge virale du SRAS-CoV-2 implique une contagiosité **1 ou 2 jours** avant la phase d'apparition des symptômes et **env. 7 jours après** cette phase.

Après un 1^{er} test RT-PCR positif à J7, si un 2nd test RT-PCR est réalisé et positif à J15, cela peut relever de plusieurs hypothèses :

- Le test a détecté des **débris génétiques du virus** (ARN) persistant, car c'est l'ARN du virus qui porte l'antigène (Ag) que va détecter le test RT-PCR. Mais quand le virus est sous une forme « dégradée », il n'a plus de pouvoir contaminant. C'est le cas le plus fréquent dans l'hypothèse d'une persistance d'un test RT-PCR positif au-delà de 15 jours.
- Le sujet est un « excréteur lent », c'est à dire qu'il peut excréter du virus jusqu'à 20 jours (voire plus) après l'apparition (ou non) des symptômes. Le cas est moins fréquent.

Autres hypothèses plus « exotiques » :

- Les réactifs ou la procédure sont incorrects ou mauvaise.
- Une contamination « croisée » (avec un produit contenant du virus) a eu lieu durant le prélèvement ou durant l'analyse.
- Une erreur d'identification du patient s'est produite (notamment lorsque la procédure n'assure pas une traçabilité automatique par code barre depuis le prélèvement jusqu'à la délivrance du résultat).

Un salarié contact « étroit » refuse de s'isoler (et de se faire tester)

En cas de suspicion de contamination dans une entreprise, l'employeur doit prendre les mesures « **pour assurer la sécurité et protéger la santé physique et morale des travailleurs** », selon le Code du travail.

« **L'employeur peut être fondé à prendre des dispositions contraignantes pour assurer la protection de la santé du personnel après évaluation du risque de contagion dans l'entreprise** », précise le ministère du Travail. Le dépistage n'est cependant pas mentionné au rang de ces contraintes.

En effet, les entreprises sont tenues de prendre des mesures de prévention pour éviter la contamination de leurs collaborateurs et faire en sorte que l'entreprise ne devienne pas un outil de transmission et de propagation de l'épidémie.

La première mesure à prendre est de renseigner le **document unique d'évaluation des risques (DUER)** pour y intégrer les éléments liés à une situation de crise sanitaire majeure : il faut notamment y prévoir une procédure rapide et efficace pour les salariés infectés ou revenant d'une zone à risque.

Ainsi, lorsque toutes les mesures sont prises, DUER, plan de continuité de l'activité, information des représentants du personnel (CSE ou CSSCT), information du personnel

(affichage), etc., chaque salarié dûment informé ne pourra prétendre ne pas avoir su pouvoir s'exonérer d'informer son employeur de sa situation à risque.

Dans le cadre général d'une politique de prévention, l'employeur peut demander un examen par le médecin du travail indépendamment des examens périodiques (C. trav. art. R. 4624-17), s'il suspecte une situation à risque.

Le salarié reconnu comme « cas contact », c'est-à-dire présentant un risque de contamination élevé, sera pris en charge et bénéficiera des indemnités journalières de la sécurité sociale et du complément de salaire prévu en cas de maladie pendant le temps de son isolement.

Il n'est pas inutile de rappeler au salarié qu'il est tenu de **prendre soin de sa santé et de celle de ses collègues**. Un employé qui ressentirait des symptômes ou se saurait malade se doit d'en informer son entreprise. Le ministère du Travail s'est donc appuyé sur cet arrêt pour adapter le comportement des entreprises à la pandémie de Covid-19.

L'exposition d'un autre salarié au risque de contamination en violation du règlement imposant aux salariés « cas contacts » ou contaminés d'être en télétravail ou en arrêt maladie pourrait constituer la qualification de mise en danger de la vie d'autrui.

L'infraction de mise en danger d'autrui est prévue par l'article 223-1 du code pénal qui punit d'un an d'emprisonnement et de 15 000 € d'amende.

Enfin, il faut rappeler à toutes fins utiles que le médecin du travail peut réaliser ou prescrire les examens complémentaires à visée individuelle notamment pour la détermination de la compatibilité entre le poste de travail et l'état de santé du travailleur, pour le dépistage des affections pouvant entraîner une contre-indication à ce poste de travail ou au dépistage des maladies dangereuses pour l'entourage professionnel du travailleur.

Si un salarié présente un test RT-PCR positif, l'employeur peut-il obliger tous les autres salariés à faire un test RT-PCR ?

Non. Les employeurs ne peuvent que **proposer** aux autres salariés un dépistage sur la base du **volontariat**. (cf. question précédente).

L'employeur n'a pas à organiser des campagnes de dépistage.

Un salarié ayant été malade de la Covid-19 a-t-il besoin d'un certificat pour reprendre son poste ?

Non. Si son arrêt de travail n'a pas dépassé 30 jours, le salarié ne sera pas vu par son médecin du travail ; sauf si les séquelles de la maladie nécessitent un aménagement de poste.

Par ailleurs, le médecin traitant ne délivrera pas de certificat de non-contagion.

Un salarié guéri de la COVID-19 doit-il revoir son médecin du travail avant la reprise du travail ?

Oui et non. D'une manière générale, après un épisode de COVID-19 (disparition des symptômes et de la fièvre depuis au moins 48h), un salarié peut reprendre son poste de travail.

Cependant, en fonction du poste de travail, le médecin du travail peut décider de revoir le salarié en visite médicale de pré-reprise.

De manière systématique, un arrêt maladie > 30 jours implique une visite en santé au travail avant (ou dans la semaine qui suit) la reprise du poste de travail.

L'accompagnement par votre médecine du travail

Pour plus d'informations sur vos obligations, les démarches à suivre ou les mesures à mettre en place, n'hésitez pas à contacter votre **médecin du travail au CMB**.

Les productions et les salariés intermittents du spectacle peuvent s'adresser directement à la **cellule Covid-19** : covid19-ids@cmb.asso.fr

Retrouvez les informations du ministère du Travail :

Foire aux questions : <https://travail-emploi.gouv.fr/le-ministere-en-action/coronavirus-covid-19/questions-reponses-par-theme/>

Protocole national : <https://travail-emploi.gouv.fr/le-ministere-en-action/coronavirus-covid-19/protection-des-travailleurs/protocole-national-sante-securite-salaries>